

Un des objectifs cachés de la guerre en Ukraine : la ruine et le dépeçage de l'Europe



[Source : srp-presse.fr]

Par François Martin

Parmi les diverses formes d'impensé politique que constitue l'atlantisme américain¹, l'économie figure en bonne place. La guerre d'Ukraine offre aux néo-conservateurs et aux hommes d'affaires de ce pays une opportunité exceptionnelle, d'abord pour ruiner l'Europe, ensuite pour la dépecer.

À supposer que les herbivores aient une forme de conscience d'eux-mêmes, on peut penser qu'ils ne se perçoivent pas d'abord comme de la viande. Le problème, c'est que les carnivores, eux, ne voient pas les choses à la même enseigne. C'est toute la question de l'Europe.

Hubert Védrine a souvent dit que l'aventure européenne souffrait d'un défaut rédhibitoire, c'est le fait qu'elle était «un projet d'herbivores au milieu de carnivores». Et, de fait, l'Europe est construite depuis le départ sur une équivoque, une faiblesse si grave qu'il est essentiel, comme toutes les faiblesses majeures, de ne jamais la rappeler, même si elle est visible par tous : sa propre *défense*.

L'«AMITIÉ AMÉRICAINE» : PETITE RÉTROSPECTIVE

Cette prérogative essentielle est confiée, à travers l'OTAN, aux États-Unis². Or il n'existe pas d'exemple dans l'Histoire où un pays ait eu à assurer durablement la sécurité d'un pays ou d'un groupe de pays sans qu'il ait perçu ces autres, à un moment donné, comme «de la viande». Les appétits du protecteur s'aiguissant, et les protégés étant à sa *merci*, il arrivera forcément un jour où il «passera à l'acte».

C'est dans la nature des choses : imaginons que nous engagions un «homme fort», suffisamment armé et au caractère bien trempé, pour protéger notre famille et notre maison. Il vit avec nous, il partage tous nos instants. Qui empêchera qu'un jour, quand l'envie lui en prendra, il se serve dans le frigidaire, puis dans la caisse domestique ? Puis il nous menacera si nous protestons. Il changera la décoration si celle-ci ne lui plaît pas, puis il battra nos enfants, enfin, il dormira dans notre lit, de préférence avec

notre femme... Et ceci d'autant plus que le contexte du quartier sera plus dangereux. Dans ce cas-là, il se croira tout permis. Qui l'en empêchera, surtout si, pendant des décennies, nous lui renouvelons notre confiance malgré ses abus, sans jamais chercher ni à nous écarter de lui, ni à équilibrer nos relations en nous rapprochant d'un autre protecteur ? Certainement, ce moment arrivera un jour. L'Europe s'est mise dans cette situation, et ce jour, celui d'un pas supplémentaire dans la sujétion et l'humiliation, et demain la pauvreté et la misère, est arrivé.

D'abord, il faut remarquer que les USA, lorsqu'ils veulent quelque chose, ne font pas dans le détail, y compris avec leurs amis. Un exemple des plus éclairants est le plan du Débarquement de juin 1944. Ceux qui ne croient pas aveuglément l'Histoire officielle (celle des «libérateurs» de l'Europe) savent que le plan ne consistait pas à sauver Paris, mais au contraire à contourner le Bassin parisien, par le sud et par le nord, de façon à enfermer l'armée allemande dans une poche. Ainsi, cette dernière se serait certainement acharnée sur Paris³, ce qui aurait eu deux avantages : faire gagner du temps aux armées alliées pour foncer sur Berlin et, par ailleurs, faciliter ensuite la «prise en main» de la France, profondément traumatisée par une destruction atroce de sa capitale, par le système politique et administratif américain, ses gouverneurs et même sa monnaie. C'est le génie manœuvrier de de Gaulle et sa force de caractère qui nous ont sauvés de cette tragédie⁴.

Les Américains ont agi de même dans de nombreuses occasions, en trahissant, puis en ruinant leurs propres alliés :

En Iran, à l'époque du Shah⁵, celui-ci s'est d'abord appuyé sur les USA, grâce à son amitié avec Eisenhower, puis avec Nixon, pour prendre, puis consolider son pouvoir. Lorsque, plus tard, il tente de s'émanciper un peu en se rapprochant de l'Union soviétique et de la Chine, puis de l'Europe, les Américains se serviront précisément des oppositions internes à sa politique, jugée trop moderne, pro-occidentale et pro-américaine (ce qui est un comble !). Ils pousseront Komeyni pour le faire renverser. Il finira ses jours, atteint d'un cancer, en Égypte. On sait où en est l'Iran d'aujourd'hui, un pays où se conjuguent isolement et pauvreté.

Saddam Hussein⁶ est un autre exemple de «l'amitié» américaine. Il faut rappeler qu'à l'époque, l'Irak était, malgré ou à cause des méthodes du dictateur, le pays le plus développé du Proche-Orient. Lesquelles méthodes ne gênaient nullement l'Amérique⁷. D'aucuns ont affirmé que lorsque Saddam décide d'envahir le Koweït, en 1990, il a obtenu l'aval préalable de ses «grands amis». Mal lui en prend, comme on le sait⁸. Ensuite, l'Histoire a montré que la deuxième guerre du Golfe, en 2003, n'était pas une «guerre préventive», mais bien une opération de prédation pure, menée de main de maître, certainement, par Georges W Bush et son entourage néo-conservateur⁹. Aujourd'hui, l'Irak est un champ de ruines, économique et politique. On pourrait continuer la liste.

UNE OPÉRATION MINUTIEUSEMENT PRÉPARÉE DEPUIS 2014

Pour ces politiciens américains, souvent dirigeants eux-mêmes de groupes pétroliers et militaro-industriels américains, aucune opportunité n'est inintéressante¹⁰. Pour ces chasseurs invétérés, toujours en quête de proies, aucun gibier n'est négligeable. Lorsqu'on est persuadé de cela, suite à ces exemples historiques, il est facile d'imaginer à quel point la crise ukrainienne est pour eux une chance formidable, une opération minutieusement préparée depuis 2014¹¹ et déclenchée au moment choisi.

D'abord, le début coïncide très précisément avec la fin, assez calamiteuse, de leurs «affaires» en Irak, en Syrie et en Afghanistan, à l'été dernier¹². Le début de la «phase opérationnelle» de l'affaire ukrainienne, démarrée au printemps avec le «*carpet bombing*¹³ *médiatique* », est trop parfait pour être l'effet du hasard. L'OTAN n'a jamais été «*en état de mort cérébrale*». Les questions moyen-orientales une fois soldées, le temps était venu d'ouvrir ce nouveau chapitre de la «*lutte pour la liberté des peuples*» soumis, cette fois-ci, à l'arbitraire russe. Est-ce qu'on n'a pas déjà entendu chanter cette chanson ?

Ensuite, la guerre a provoqué deux réflexes, de la part des Occidentaux, ces «herbivores» objets de la prochaine chasse :

Le premier a consisté à augmenter très fortement les budgets d'armements. La réaction la plus spectaculaire a été celle de l'Allemagne, qui a débloqué immédiatement une enveloppe de 100 Mds d'euros, avec la promesse d'augmenter ensuite son budget régulièrement¹⁴. Et ceci pour acheter principalement, cela va sans dire, du matériel américain¹⁵. Ce processus est le même pour tous les autres pays de l'OTAN, y compris la France¹⁶. Le tout début de cette guerre est donc déjà une extraordinaire opportunité pour l'industrie militaire américaine. On peut penser, d'ailleurs, que l'un de ses sous-objectifs, dans ce domaine, sera de ruiner et de piller dès que possible l'industrie d'armement française, qui représente, par rapport à ce «nouveau marché» européen qui s'ouvre à eux, une concurrence qu'ils vont rapidement considérer comme intolérable¹⁷.

L'autre «réflexe» européen a été celui des sanctions. Il a été unanime et fort important. On peut penser qu'il a été moins guidé par le choix d'une méthode propre à arrêter Poutine (quelques instants de réflexion suffisent pour comprendre que ce ne sera pas le cas) que par la nécessité d'allumer un «*contre-feu médiatique*» aux images, véhiculées par la presse, du malheur du peuple ukrainien. En effet, le choix, presque exclusif de la part des gouvernements occidentaux, d'une *politique du verbe, de l'image et de la posture*, au détriment d'une *politique de l'action*, les rend extrêmement sensibles aux campagnes médiatiques lancées par les autres, une chose que les Américains, des spécialistes de ce type de stratégie, ont bien compris, et dont ils se sont servis sans limite, avant et pendant ce conflit, et aussi par le passé.

Il est à remarquer par ailleurs que la façon dont ces sanctions ont été

votées est particulièrement significative de la faiblesse européenne. En effet, selon ce qui a été indiqué par la presse, les sanctions auraient été mises au point directement par le Département d'État américain, avec la Commission européenne, sans que les États-membres n'aient eu voix au chapitre, et qu'ils en ont été informés vingt-quatre heures avant leur promulgation. Si c'est le cas, c'est particulièrement inquiétant.

Nonobstant le fait qu'il va falloir maintenant, et ça ne va pas être une mince affaire, expliquer aux opinions qu'on a violemment impacté leur pouvoir d'achat pour une guerre qui n'était pas dirigée contre eux¹⁸, cette «délégation» aux Américains d'une politique de sanctions qui concerne essentiellement l'Europe¹⁹ ouvre évidemment la porte, pour l'entourage de Biden, à des choix qui non seulement «embêtent» les Russes, mais favorisent également l'affaiblissement de l'industrie européenne, dans le but d'une future prédation sur nos industries et nos ressources.

Qui pourrait empêcher que nos «amis» de l'Ouest n'aient envie de raisonner ainsi, puisque nous avons indiqué, d'entrée de jeu, que nous le leur permettions ? Pourquoi se gêneraient-ils pour venir faire leur marché » chez nous, alors que nous leur ouvrons si complaisamment la porte ? Et pourquoi s'empêcheraient-ils, dès aujourd'hui, de préparer ce futur raid en choisissant les sanctions qui font le plus mal aux Russes, mais aussi à nous, puisque, visiblement, nous ne faisons rien pour leur dire non ? La problématique actuelle est bien le fait que nous servons, dans ce conflit, de «chair à canon», puisque c'est nous qui sommes en première ligne et qui prenons tous les risques, économiques, militaires et aussi nucléaires²⁰. À l'évidence, la suite des opérations sera le fait que nous soyons aussi les «morceaux» qui seront ramassés, au moindre prix. Qu'est-ce qui montre, aujourd'hui, que les choses risquent de se passer différemment ?

DEUX CONFIRMATIONS

Un des exemples qui tendent à prouver que c'est bien dans ce sens que les choses se dessinent est la question du paiement des exportations russes en roubles. On sait en effet que Poutine, très intelligemment, a exigé, pour lutter contre la dépréciation du rouble induite par les sanctions, que les exportations de ses produits vers les pays «inamicaux» soient payées en roubles. Cela ne gêne en aucune façon, en principe, les pays européens. Qu'est-ce qui les empêche, en effet, d'acheter du rouble ? Les seuls que cela gêne – et c'est pour eux un point très important –, ce sont les USA, parce que cela tend à remettre en cause le monopole du USD pour les transactions internationales. Si demain, l'habitude se répand que les grandes transactions internationales soient payées en yuans, en euros, en roubles ou en yens, c'en est fini de l'avantage américain. Ce serait un affaiblissement politique de première grandeur. Pour cette raison, ils tiennent à ce «dogme» comme à la prunelle de leurs yeux.

Ils ont donc fait répondre, par l'Allemagne et la France entre autres, le refus de cette modalité. Mais si, demain matin, les Russes ne livrent plus leur gaz à l'Europe parce que nous refusons d'acheter des roubles (parce que

les Américains nous l'interdisent, alors que cela ne nous gêne pas), ce sera la faillite pour de nombreuses entreprises européennes²¹. S'ouvrira alors, pour les fonds et les «majors» américaines, un «marché de la casse» dont ils seront bien bêtes de ne pas profiter. Dans une telle affaire, nous sommes clairement les «dindons de la farce», et les choses sont parties pour durer, puisqu'il est clair, nous l'avons démontré, que si les Russes ont tout intérêt à écourter le conflit, lorsqu'ils auront obtenu ce qu'ils veulent (la «finlandisation» de l'Ukraine), et à rentrer chez eux, les Américains, eux, ont un objectif principal, embourber les Russes sur place et «vietnamiser» leurs adversaires²².

Un autre exemple est le blocage commercial imposé par les sanctions. Il se développe dans trois directions :

- L'achat de produits russes : à mesure que les sanctions nous interdisent d'acheter aux Russes, nous sommes obligés de trouver des fournisseurs de substitution. Devinons, comme dans le cas du gaz, qui nous est imposé en priorité ?
- La vente de produits aux Russes : la Russie représentait pour nous un débouché important. Si nous ne pouvons plus leur vendre, nos entreprises seront très fragilisées. Devinons, là aussi, qui sera en première ligne pour nous racheter ?
- Enfin, les partenariats commerciaux avec la Russie, essentiellement par le biais de nos filiales sur place. C'est le pire scénario des trois puisque, nous le savons, le gouvernement russe a déjà présenté à la Douma un projet de loi visant à nationaliser les entreprises étrangères qui cesseraient, même momentanément, de travailler en Russie. Ainsi sont menacés des fleurons français comme Renault, Total, Auchan ou Décathlon. Si Auchan et Décathlon ont déjà indiqué qu'ils n'interrompraient pas leurs activités russes, il n'en est pas de même pour Renault, cloué au pilori (dans son message aux parlementaires français !) par le zélé Zélinisky, toujours bien disposé à relayer les injonctions américaines²³. Ceci est particulièrement dangereux puisque, dans ce cas, nous perdrons à la fois notre CA et notre capital²⁴. Malgré ce risque, notre propre État ne nous défend pas, et il laissera nos entreprises se faire «lyncher» par les médias si elles n'obtempèrent pas aux ordres américains. Et lorsqu'elles auront fait faillite, devinons, là aussi, d'où viendront les fonds pour les «sauver» ?

À QUI LE CRIME PROFITERA-T-IL ?

Dans tous ces cas, à qui le crime profite-t-il²⁵ ? Et surtout, à qui profitera-t-il demain puisque, c'est une évidence, ce conflit va durer, non pas parce que les Russes le souhaitent, mais parce que les Américains le veulent²⁶. Où en sera notre économie dans six mois, dans un an, dans deux ans, dans dix ans ? Et l'on comprend bien que la base, ce qui permet de faire justifier auprès d'opinions crédules, dans une certaine mesure²⁷, les sacrifices et les souffrances qu'elles endurent, et celles qu'elles endureront à l'avenir, c'est la *guerre*. C'est elle qui peut faire accepter la veulerie des États européens, car, face à la menace, «les Américains nous

protègent» et «*nécessité fait loi*²⁸». C'est elle qui doit permettre, en fin de compte, d'accélérer la prédation. Il sera donc essentiel, aux yeux des stratèges américains de la communication, de faire en sorte que l'injonction «*C'est la guerre !*» et sa mise en scène durent le plus longtemps possible.

Ceci est d'autant plus grave que, encore une fois, cette guerre ne nous concernait pas²⁹... jusqu'à ce que nous acceptions de nous-mêmes d'y entrer, en décidant de livrer des armes et en devenant *cobelligérants*. On comprend mieux pourquoi il était essentiel pour les Américains de nous pousser dans cette direction. On comprend aussi *l'erreur magistrale* que nous avons commise en ne refusant pas de nous engager sur ce terrain. Pourquoi ne pas nous être limités à l'humanitaire ? Maintenant, nous sommes de plein pied dans une «logique de guerre». En temps de paix, nous avons déjà eu la monstruosité arbitraire de l'extraterritorialité du droit américain. En temps de guerre, un temps qui justifie tout, où s'arrêteront les exigences de nos «protecteurs» ?

Il ne sert à rien de proposer de réparer la maison vétuste sur la plage, si l'on ne voit pas arriver l'énorme tsunami, dont la crête se découpe déjà sur l'horizon. Face à une telle mécanique, un processus terrifiant, qui se met en place sous nos yeux, et pour lequel rien ne semble montrer qu'il devrait s'arrêter (puisque personne ne le dénonce !), rien moins que la ruine programmée et consentante de l'Europe et ensuite sa vente à la découpe³⁰, les propositions franco-françaises de tous les candidats à la future présidentielle seront de bien peu d'importance. La seule chose qui pourra influencer sur le cours des choses, en réalité, sera notre *politique étrangère*.

François Martin

Image UE : Kaonos / Shutterstock

1 – Voir «L'atlantisme, un impensé politique français» dans la Smart Reading Press du 18 mars 2022.

2 – Mise à part celle de la France, mais uniquement dans sa composante nucléaire. Pour le reste, la France fait partie de l'OTAN. S'y applique donc le Traité de Lisbonne, qui indique que, pour la défense européenne, l'OTAN reste «*le fondement de la défense et l'instance de la mise en œuvre*» de la PESC (cf. article supra, NDBP no 15).

3 – Comme elle en avait l'habitude. C'est ce qui s'était déjà passé à Varsovie, en août 1944. Suite à l'insurrection, les Allemands s'étaient atrocement vengés sur la ville, qu'ils avaient entièrement détruite. Sur l'autre rive de la Vistule, les Russes avaient attendu patiemment la fin du martyr pour intervenir... (Voir sur Wikipédia. Le plan initial américain était de permettre la même chose avec Paris.)

4 – Voir TV5Monde.

5 – Voir Wikipédia.

6 – Voir Wikipédia.

7 – En 1983, le néo-conservateur Donald Rumsfeld lui vend le gaz moutarde avec lequel il gazera ensuite les Kurdes, l'un des méfaits qu'on lui reprochera. Voir sur cette vidéo.

8 – Voir Wikipédia.

9 – Dans les jours suivant l'invasion américaine, les 7 milliards de USD de la réserve du Trésor irakien disparaîtront comme par enchantement. Voir Wikipédia.

10 – À son époque, Eisenhower se plaignait déjà de leur rapacité. Il faut rappeler que le mari de Victoria Nuland, l'égérie de l'affaire ukrainienne, n'est autre que Robert Kagan, le chef de file des néo-conservateurs américains (voir Wikipédia). Et le budget de la défense américain est passé, entre 2001 et 2022, de 280 à 773 milliards de USD. Les enjeux industriels et commerciaux sont donc colossaux.

11 – Voir «Ukraine : le piège s'est refermé... sur Poutine» dans la Smart Reading Press du 25 février 2022.

12 – Voir «Afghanistan : le changement des fondamentaux géopolitiques» dans la Smart Reading Press du 24 septembre 2021.

13 – Tapis de bombes.

14 – De façon à atteindre 2 % du PIB.

15 – Comment les Français, dans un tel contexte, ont-ils pu s'étonner d'être ainsi «trahis» ? Cette réaction est de la pure mise en scène, ou alors une incroyable naïveté !

16 – 2 % du PIB au minimum également, pour tous les pays européens. Voir touteleurope.eu.

17 – Ce sont les Allemands, semble-t-il, qui sont chargés de cette «basse besogne».

18 – Du moins, elle ne l'était pas avant que l'on ne décide de livrer des armes aux Ukrainiens...

19 – Les Américains, en effet, ne sont pas impactés par les sanctions. Elles leur profitent même, en particulier pour le gaz de roche-mère, dont ils sont exportateurs, alors que nous nous en sommes volontairement privés. Nous nous

sommes enfoncés dans le piège énergétique. Voir atlantico.fr.

20 – Voir Ukraine : et maintenant ? (Smart Reading Press) et le développement sur le «parapluie nucléaire américain».

21 – D'après l'économiste Charles Gave, si la Russie ne livre plus, elle peut tenir deux ans, mais l'Allemagne peut tenir quatre jours avant que son industrie ne s'arrête. Voir Sud Radio.

22 – Voir Ukraine : et maintenant ? (Smart Reading Press) et la stratégie américaine.

23 – Lorsqu'un «parrain» prête à un emprunteur 10 milliards de USD, ce dernier fait exactement ce que l'autre lui demande, sinon, il risque très vite une balle dans la tête. Depuis le début des négociations entre Russes et Ukrainiens à la frontière biélorusse, deux des négociateurs ukrainiens, sans doute un peu trop zélés, ont été assassinés à leur retour à Kiev...

24 – Depuis que Renault a annoncé l'arrêt de son activité en Russie, et sans même attendre que ses activités soient nationalisées, l'action a déjà baissé de 25 %, et la direction a annoncé 2 milliards d'euros de pertes pour cette année. Comment l'entreprise s'en relèvera-t-elle ?

25 – Voir le *tweet* de Jean-Frédéric Poisson du 26 mars 2022.

26 – Voir ci-dessus, NDBP n° 22.

27 – Et de moins en moins, il faut l'espérer.

28 – En vérité, ils ne nous protègent pas. C'est nous qui les protégeons... en faisant le tampon !

29 – Ce qui ne veut pas dire que nous ne devons pas nous protéger *aussi* contre les Russes. La règle «*si vis pacem, para bellum*» ne doit souffrir *aucune* exception.

30 – Voir : Laurent Izard, La France vendue à la découpe, L'Artilleur, 2019